

Sommet du Commonwealth à Kigali : appel sur le climat et le commerce

@rib News, 27/06/2022 - Source Reuters Les 56 membres du Commonwealth se sont largement engagés à lutter contre le changement climatique et à stimuler le commerce samedi, à l'issue d'un sommet visant à renforcer la pertinence d'un groupe issu de l'empire britannique. Le club, qui regroupe quelque 2,5 milliards de personnes, soit environ un tiers de la population mondiale, se présente comme un réseau de coopération avec des objectifs communs, mais les critiques disent qu'il doit prendre des mesures concrètes et être plus qu'un simple salon de discussion.

Le sommet d'une semaine qui s'est tenu à Kigali, la capitale du Rwanda, a été marqué vendredi par les commentaires du prince Charles de Grande-Bretagne, qui a exprimé sa tristesse pour le rôle de son pays dans la traite transatlantique des esclaves, la première fois que le Commonwealth a abordé publiquement le sujet. Certains membres ont exhorté l'organisation à aller plus loin en discutant des comparaisons aux pays touchés par la traite transatlantique des esclaves. Le sujet n'a pas été mentionné dans le communiqué final ou la conférence de presse, qui se sont plutôt concentrés sur des déclarations concernant le développement durable, les soins de santé et l'égalité des sexes.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Une "Charte des terres vivantes" a déclaré que les pays du Commonwealth s'efforceraient de mettre en œuvre les accords internationaux signés précédemment, comme l'accord de Paris sur le climat. "Nous savons que nous sommes en code rouge en matière de changement climatique et que les petits États membres sont confrontés à une crise qui pourrait être existentielle", a déclaré aux journalistes Patricia Scotland, reine au cours du sommet au poste de secrétaire générale du Commonwealth. Scotland a également vanté l'augmentation du commerce entre les membres du Commonwealth, qui, selon elle, devrait atteindre 2 000 milliards de dollars par an d'ici 2030 après s'être effondré pendant la pandémie de COVID-19. Le Gabon et le Togo ont été nouvellement acceptés dans le Commonwealth, ce qui fait partie d'une tendance des anciennes colonies françaises d'Afrique à chercher de nouvelles alliances au-delà des anciens réseaux d'influence de Paris. "Si le Commonwealth n'était pas vivant, dynamique et constructif, pourquoi des pays comme le Gabon ... et le Togo y adhèreraient-ils ?" a déclaré à Reuters Michael Moussa Adamo, le ministre gabonais des Affaires étrangères. - DROITS DE L'HOMME - Les questions délicates concernant le pays hôte ont été quasiment absentes des discussions publiques du sommet. De nombreux groupes de défense des droits de l'homme considèrent le Rwanda comme l'un des pays les plus répressifs d'Afrique. Le département d'État américain a cité des rapports crédibles d'exécutions arbitraires par le gouvernement, y compris des meurtres de représailles à l'étranger pour des raisons politiques. La République démocratique du Congo voisine accuse le Rwanda de soutenir les rebelles qui mènent une offensive majeure dans l'est du Congo. Le Rwanda nie toutes ces accusations. Lors de la conférence de presse, le président rwandais Paul Kagame a défendu le bilan du Rwanda en matière de droits de l'homme et a accusé les gouvernements occidentaux d'hypocrisie. "Il n'y a personne qui est en prison au Rwanda qui ne devrait pas y être", a-t-il déclaré. "En fait, il y a des gens qui ne sont pas en prison et qui devraient y être". La politique controversée de la Grande-Bretagne d'expulser les demandeurs d'asile vers le Rwanda, qualifiée de "impouvantable" par le Prince Charles, selon les médias britanniques, a également été sous les projecteurs. Le Premier ministre Boris Johnson et Kagame l'ont tous deux défendue.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});